



**RÉGION
AUVERGNE- RHÔNE-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 84-2022-088

PUBLIÉ LE 9 MAI 2022

Sommaire

38_REC_Rectorat de l'Académie de Grenoble / Division des examens et concours

84-2022-04-28-00192 - Arrêté Jury VAE BTS Management Opérationnel de la Sécurité - 20/05/2022 (1 page) Page 5

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes /

84-2022-04-08-00022 - 2022-14-0074 DEAT 42 Portant prorogation d autorisation de fonctionnement du dispositif expérimental d accompagnement transitoire dénommé « DEAT 42 » à SAINT-ETIENNE (42100) et mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques **??** GESTIONNAIRE : FONDATION OVE **??** (3 pages) Page 6

84-2022-05-03-00016 - Arrêté n°2022-12-0026 du 03 mai 2022 **??** Portant modification de l agrément des appareils de transports sanitaires aériens de la société SAF **??** (2 pages) Page 9

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / DD HAUTE-LOIRE

84-2022-04-29-00353 - AR n°2022-08-0006-modifadress pharMathoux (2 pages) Page 11

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'autonomie planification

84-2022-04-26-00018 - Arrêté N° 2022-14-0089 portant changement de dénomination du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) « SSIAD de Givors-Grigny » en « SSIAD HESTIA Aide et Soins » situé à GIVORS (69700) - **??** GESTIONNAIRE : ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE (AISIAD) **??** (3 pages) Page 13

84-2022-04-27-00005 - Arrêté N° 2022-14-0126 portant mise en œuvre du dispositif intégré de l Institut Médico-Educatif (DIME) PERCE NEIGE, par redéploiement interne de 6 places d internat de l IME PERCE NEIGE N° FINESS 69 078 221 4, en 18 places de service d éducation spécialisée et de soins à domicile, situé chemin de la Raze, Quartier de la Platière, 69240 THIZY LES BOURGS - Gestionnaire : ADAPEI 69 (5 pages) Page 16

84-2022-04-27-00006 - Arrêté N° 2022-14-0197 portant mise en œuvre du dispositif intégré de l Institut Médico-Educatif (DIME) L ESPERELLE, par redéploiement interne d une place d internat de l IME L ESPERELLE N° FINESS 69 078 110 9, en 3 places de service d éducation spécialisée et de soins à domicile, situé 82 rue Coste 69300 CALUIRE ET CUIRE - Gestionnaire : ADAPEI 69 (5 pages) Page 21

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'autonomie ressources

- 84-2022-05-02-00090 - AJ CLOS DE L'HERMITAGE3 (2 pages) Page 26
- 84-2022-05-02-00091 - RA DU PARC 3 (2 pages) Page 28
- 84-2022-05-02-00092 - SSIAD CCAS DE VALENCE3 (3 pages) Page 30

84_Cour administrative d'appel_Cour administrative d'appel de Lyon /

- 84-2022-05-02-00087 - Décision n° 09-22-01 du 2 mai 2022 portant délégation de signature. (1 page) Page 33
- 84-2022-05-02-00088 - Décision n° 09-22-01-01 du 2 mai 2022 portant délégation de signature. (2 pages) Page 34
- 84-2022-05-02-00089 - Décision n° 09-22-02-01/P du 2 mai 2022 portant délégation de signature. (1 page) Page 36
- 84-2022-05-02-00086 - Décision n° 09-22-03-01 du 2 mai 2022 portant délégation de signature. (1 page) Page 37

84_DIDDI_Direction interrégionale des douanes et droits indirects de Lyon /

- 84-2022-05-09-00001 - 2022-09 Décision de subdélégation de signature CSP Lyon (4 pages) Page 38

84_DREAL_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes / Secrétariat Général

- 84-2022-05-09-00003 - Arrêté DREAL-SG-2022-51 portant subdélégation de signature en matière de commandes publiques aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (15 pages) Page 42
- 84-2022-05-09-00004 - Arrêté DREAL-SG-2022-53 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes en matière de responsable de budgets opérationnels de programme et de responsable d'unité opérationnelle pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes imputées sur le budget de l'État (11 pages) Page 57
- 84-2022-05-09-00002 - Arrêté n° DREAL-SG-2022-39 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (5 pages) Page 68
- 84-2022-05-09-00005 - Arrêté n°22-113 RELATIF À l'agrément de l'association « foncière soluCia territoires » en tant qu'organisme DE FONCIER SOLIDAIRE (2 pages) Page 73

84_DRPJCE_Direction régionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est /

- 84-2022-04-26-00016 - Arrêté portant subdélégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses des services régionaux et territoriaux de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est (2 pages) Page 75

84-2022-04-26-00017 - Arrêté portant subdélégation de signature pour
l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses des services
régionaux et territoriaux de la protection judiciaire de la jeunesse
Centre-Est (2 pages)

Page 77

DECDIR
Réf N° DECDIR/XIII/22/138
Affaire suivie par le bureau des VAE
04 76 74 75 15/ 75 79/ 75 44
Mél : vae@ac-grenoble.fr

Rectorat de Grenoble
7, place Bir-Hakeim CS 81065
38021 Grenoble Cedex 1

ARRETE

N° DECDIR/XIII/22/138 du 28 avril 2022

- Vu la loi 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ;
- Vu les articles 643-1 à 645-35 du Code de l'éducation ;
- Vu la circulaire n°2019-010 du 30 janvier 2019 relative à la procédure de validation des acquis de l'expérience.

Article 1 : Le jury de validation des acquis de l'expérience - spécialité BTS MANAGEMENT OPERATIONNEL DE LA SECURITE, est composé comme suit pour la session 2022 :

| | | |
|-------------------|---|---------------------------|
| EL KADIRI CHAOUKI | PROFESSEUR DE LYCEES PROF. CL. NORMALE LP LYC METIER MARIUS BOUVIER - TOURNON SUR RHONE CEDEX | |
| LERUSTE LEILA | PROFESSEUR DE LYCEES PROF. CL. NORMALE LP LYC METIER MARIUS BOUVIER - TOURNON SUR RHONE CEDEX | VICE PRESIDENT DE JURY |
| MAHJOUBI SEMIH | AGENT CONTRACTUEL 2ND DEGRE 1ERE CAT. LP LYC METIER MARIUS BOUVIER - TOURNON SUR RHONE CEDEX | |
| PROUIN NICOLAS | PROFESSEUR DE LYCEES PROF. CL. NORMALE LP LYC METIER MARIUS BOUVIER - TOURNON SUR RHONE CEDEX | |
| RUCHON GILLES | INSPECTEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE HORS- CLASSE RECTORAT ACADEMIE DE GRENOBLE - GRENOBLE | PRESIDENT DE JURY |

Article 2 : Le jury se réunira au LP LYC METIER MARIUS BOUVIER à TOURNON SUR RHONE CEDEX le vendredi 20 mai 2022 à 08:30.

Article 3 : La secrétaire générale de l'académie de Grenoble est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le recteur de la région académique
Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation,
La rectrice de l'académie de Grenoble**

Hélène Insel

Arrêté N° 2022-14-0074

Portant prorogation d'autorisation de fonctionnement du dispositif expérimental d'accompagnement transitoire dénommé « DEAT 42 » à SAINT-ETIENNE (42100) et mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques

GESTIONNAIRE : FONDATION OVE

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III;

Vu les arrêtés n° 2018-1921, 2018-1922, 2018-1923 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé 2^{ème} génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

Vu l'arrêté ARS n°2014-2194 du 16 juillet 2014 autorisant la création d'un dispositif expérimental, destiné à l'accueil de préadolescents, adolescents et jeunes adultes handicapés psychiques ou présentant des troubles du comportement sévères dans le département de la Loire ;

Vu l'arrêté ARS n°2018-5131 du 4 février 2019 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à la Fondation OVE pour le fonctionnement du dispositif expérimental d'accompagnement transitoire dénommé DEAT 42 et modification de capacité et de modalités de prises en charge ;

Vu le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) régional 2017-2021 conclu entre l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes et la Fondation OVE en date du 2 juin 2017 et ses avenants n°1 en date du 9 février 2018 et n°2 en date du 20 novembre 2018 ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Considérant l'instruction n° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

Considérant l'échéance de l'autorisation donnée à titre expérimental pour le fonctionnement du DEAT 42 jusqu'au 15 juillet 2020 par l'ARS;

Considérant que le rapport d'évaluation du DEAT 42 est en cours de finalisation et qu'il convient de sécuriser l'autorisation du DEAT 42 ;

Considérant que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charges des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles délivrée à la Fondation OVE pour le fonctionnement du dispositif expérimental d'accompagnement transitoire « DEAT 42 » sis 21 rue Johannot à SAINT ETIENNE (42100) est modifiée comme suit :

- Prorogation de l'autorisation de fonctionnement jusqu'au 15 juillet 2022 dans l'attente de la finalisation du rapport d'évaluation de la structure ;
- Mise en œuvre de la nomenclature.

Article 2 : Suivant les conclusions du rapport d'évaluation de l'évaluation qui devra être effectuée au plus tard le 15 juillet 2022, le fonctionnement du DEAT 42 pourra être pérennisé au titre du droit commun pour une durée de 15 ans, ou il pourra être mis fin à son autorisation de fonctionnement à l'issue de la prorogation accordée par la présente autorisation, comme mentionné à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues à l'article L.313 5 du même code.

Article 3 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées au Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme indiqué dans l'annexe jointe.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, selon les termes de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans son accord.

Article 5 : Dans les deux mois suivant sa notification à l'intéressé ou sa publication pour les tiers, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 : Le Directeur de la délégation départementale de la Loire de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon le 08/04/2022

Le directeur général de l'Agence régionale
de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Pour le Directeur Général et par délégation
Le directeur de l'autonomie
Raphaël GLABI

Annexe FINESS

Mouvements FINESS : Prorogation d'autorisation et mise en œuvre de la nouvelle nomenclature

Entité juridique : FONDATION OVE

Adresse : 19 rue Marius Grosso - 69120 VAULX EN VELIN

N° FINESS EJ : 69 079 343 5

Statut : 63 - Fondation

Etablissement : DEAT 42

Adresse : 21 rue Johannot - 42100 SAINT ETIENNE

N° FINESS ET : 42 001 431 8

Catégorie : 370 - Etablissement Expérimental pour personnes handicapées

Equipements (avant le présent arrêté) :

| Triplet | | | | | |
|---------|--|---------------------------------|--|--------------------|----------------|
| n° | Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité autorisée | Dernier arrêté |
| 1 | 935 Activités des Etablissements Expérimentaux | 11 Hébergement Complet Internat | 200 Troubles du Caractère et du Comportement | 6 * | 2018-5131 |
| 2 | 935 Activités des Etablissements Expérimentaux | 21 Accueil de Jour | 200 Troubles du Caractère et du Comportement | 12 | 2018-5131 |

** dont 2 d'habitat intégré*

Conventions :

| N° | CONVENTION | DATE CONVENTION |
|----|------------|-----------------|
| 01 | CPOM | 01/01/2017 |

Equipements (après le présent arrêté) :

| Triplet | | | | | | |
|---------|--|---------------------------------|--|--------------------|-------------------|----------|
| n° | Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité autorisée | Dernier arrêté | Ages |
| 1 | 844 Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques | 11 Hébergement Complet Internat | 200 Difficultés psychologiques avec troubles du comportement | 6 * | Le présent arrêté | 0-20 ans |
| 2 | 844 Tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques | 21 Accueil de Jour | 200 Difficultés psychologiques avec troubles du comportement | 12 | Le présent arrêté | 0-20 ans |

** dont 2 d'habitat intégré*

Conventions :

| N° | CONVENTION | DATE CONVENTION |
|----|------------|-----------------|
| 01 | CPOM | 01/01/2017 |

Arrêté n°2022-12-0026 du 03 mai 2022

Portant modification de l'agrément des appareils de transports sanitaires aériens de la société SAF.

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6312-2, L.6312-5, R.6312-4, R.6312-24 à R.6312-28 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 06 octobre 2016 portant nomination du directeur général de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2007 portant agrément des appareils de transports sanitaires aériens de la société SAF (Service Aérien Français) modifié par arrêté préfectoral du 14 janvier 2008, modifié par arrêtés de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes (ARS RA) du 24 novembre 2010, du 20 avril 2012, du 01 août 2014, modifié par arrêtés de l'Agence Régionale de Santé Auvergne- Rhône-Alpes n° 2016-0368 du 05 février 2016, n°2020-11-0141 du 18 novembre 2020, n°2021-11-0113 du 05 octobre 2021, n°2021-11-0172 du 09 décembre 2021 ;

Portant modification de l'agrément des appareils de transports sanitaires aériens de la société SAF.

Considérant la demande de modification présentée par la société SAF en date du 06 décembre 2021,

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté n°2021-11-0172 du 09 décembre 2021 susvisé est modifié comme suit :

Sont agréés les appareils dont la liste est énoncée ci-dessous :

EC 135 T1

F-GMHC
F-GMHG
F-GMHJ
F.GMON
F-GMTU
F.GSMU

A109S

F-HVIK

| | |
|-------------------------------|--|
| ECUREUIL AS 350 B3 | F.GJKY F-GLHN F-GNOG F-GSDG F-GZSH F-HBFI F-HHMC F-HILF F-HJCG F-HJTB F-HNIL F-HLRT F-HPVG F-HYJC |
| EC 135 T2 et T2+ | F-HLCA F-HLCB F-HLCC F-HLCD F-HLCE F-HTPI |
| EC 135 T3 | F-HLCF F-HLCG F-HLCH F-HLCI F-HLCJ |
| H145 D3 | F-HBRA F-HNOR |
| AIRBUS MBB-BK- 117 C-2 | F-HPAS |
| AIRBUS MBB-BK- 117 D-3 | F-HSMU F-HGTR |

Article 2 : Pour chaque transport sanitaire, l'appareil utilisé devra avoir à son bord le personnel compétent, à savoir un médecin, ou un (e) infirmier (ère), en application de la législation en vigueur.

Article 3 : Le directeur de l'offre de soins et le directeur départemental de la Savoie de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région.

Fait à Chambéry, le 03/05/2022

Pour le Directeur général et par délégation,
La responsable du service Offre de soins Ambulatoire

SIGNE

Céline GELIN

Arrêté n° 2022-08-0006

Portant modification d'adresse d'une officine de pharmacie

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu les dispositions du code de la santé publique et notamment les articles L.5125-3 à L.5125-14 et R 5125-1 à R 5125-12 ;

Vu l'arrêté du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé du 29 avril 2021 accordant la licence n°43#000215 dans le cadre de l'autorisation de transfert de l'officine de pharmacie "PHARMACIE DE L'AVENUE" exploitée par Mme Nathalie MATHOUX à l'adresse suivante : 25 Avenue de Firminy 43110 AUREC SUR LOIRE ;

Considérant l'attestation de la mairie d'Aurec-sur-Loire en date du 4 mars 2022, parvenue par mail à l'ARS le 15 avril 2022, attestant qu'à la suite de la modification d'adresse effectuée par le conseil municipal la PHARMACIE DE L'AVENUE exploitée par Mme MATHOUX est bien domiciliée à l'adresse suivante : 303 Avenue de Firminy 43110 AUREC SUR LOIRE ;

ARRÊTE

Article 1

L'adresse de l'officine de pharmacie susvisée exploitée sous la licence n°43#000215 est modifiée comme suit : 303 Avenue de Firminy 43110 AUREC SUR LOIRE.

Article 2

Pour être valide, la licence précitée devra toujours être accompagnée du présent arrêté, notamment en cas de cession.

Article 3

Toute fermeture définitive de l'officine entraîne la caducité de la licence qui doit être remise au Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 4

Toute modification substantielle des conditions d'installation devra être déclarée à l'ARS et au conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

Article 5

Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes,
- d'un recours administratif auprès de Monsieur le Ministre des solidarités et de la santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent pouvant être introduit par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Article 6

Le Directeur de l'Offre de Soins et le Directeur de la délégation départementale de la Haute-Loire de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Fait au Puy-en-Velay, le 29 avril 2022

Pour le Directeur Général et par délégation,
Le directeur de la délégation départementale
Signé Loïc BIOT

Arrêté N° 2022-14-0089

Portant changement de dénomination du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) « SSIAD de Givors-Grigny » en « SSIAD HESTIA Aide et Soins » situé à GIVORS (69700)

GESTIONNAIRE : ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE (AISIAD)

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III ;

Vu les arrêtés n°2018-1921, 2018-1922, 2018-1923 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2^{ème} génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu l'arrêté ARS n°2016-8521 du 26 décembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à AISIAD pour le fonctionnement du service de soins infirmiers à domicile « SSIAD de Givors-Grigny » situé à GIVORS (69700) à compter du 3 janvier 2017 ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration AMAD RHONE SUD du 17 mars 2020 signé par la présidente AMAD RHONE SUD, madame Christiane SOULIER prévoyant le changement de dénomination ;

Considérant qu'il convient de formaliser ce changement de nom pour tous les établissements gérés par cette association sous compétence propre de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et de modifier en conséquence le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) ;

Considérant qu'il y a lieu d'acter le changement de dénomination du SSIAD de Givors Grigny en SSIAD HESTIA Aide et Soins ;

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles délivrée à l'Association Intercommunale de Soins Infirmiers à Domicile (AISIAD) pour le fonctionnement du

Service de Soins Infirmiers à Domicile « SSIAD de Givors-Grigny » sis 9 avec Professeur Fleming - BP 122 à GIVORS (69700) est accordée pour un changement de nom de la structure en « SSIAD HESTIA Aide et Soins ».

Article 2: Pour le calendrier des évaluations, la présente autorisation est rattachée à la date de renouvellement du SSIAD pour une durée de 15 ans à compter du 3 janvier 2017, soit le 3 janvier 2032. Le renouvellement de l'autorisation, à l'issue des 15 ans, sera subordonné aux résultats de l'évaluation mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues à l'article L.313 5 du même code.

Article 3: Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées au Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme indiqué dans l'annexe jointe.

Article 4: Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes. L'autorisation ne peut être cédée sans son accord.

Article 5: Dans les deux mois suivant sa notification à l'intéressé ou sa publication pour les tiers, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 6: Le Directeur départemental de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon le 26/04/2022

Pour le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes,
Par délégation,
Le Directeur de l'Autonomie

Raphaël GLABI

ANNEXE FINESS

Mouvement FINESS : Changement de dénomination du SSIAD

Entité juridique : ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE (AISIAD)

Adresse : 9 avec Professeur Fleming - BP 122 - 69700 GIVORS

N° FINESS EJ : 69 000 215 9

Statut : 60 - Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique

Établissement (ancien nom) : SSIAD de Givors Grigny

Établissement (nouveau nom) : SSIAD HESTIA Aide et Soins

Adresse : 9 avec Professeur Fleming - BP 122 - 69700 GIVORS

N° FINESS ET : 69 079 490 4

Catégorie : 354 - Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.)

Équipements :

| Triplet (voir nomenclature FINESS) | | | | Autorisation | |
|------------------------------------|--|-----------------------------------|---|--------------|-----------------------|
| N° | Discipline | Fonctionnement | Cientèle | Capacité | Dernière autorisation |
| 1 | 357 Activité soins d'accompagnement et de réhabilitation | 16 Prestation en milieu ordinaire | 436 Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 10 | 2016-8521 |
| 2 | 358 Soins Infirmiers à Domicile | 16 Prestation en milieu ordinaire | 010 Tous types de Déficiences Personnes Handicapées | 10 | 2016-8521 |
| 3 | 358 Soins Infirmiers à Domicile | 16 Prestation en milieu ordinaire | 700 Personnes Âgées | 53 | 2016-8521 |

Conventions :

| N° | CONVENTION | DATE CONVENTION |
|----|--------------------|-----------------|
| 01 | Aide sociale Dépt. | 18/06/1984 |

Zone d'intervention :

- Communes : Givors, Grigny, Millery, Saint-Romain-en-Gier

Arrêté N° 2022-14-0126

Portant mise en œuvre du dispositif intégré de l'Institut Médico-Educatif (DIME) PERCE NEIGE, par redéploiement interne de 6 places d'internat de l'IME PERCE NEIGE N° FINSS 69 078 221 4, en 18 places de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile, situé chemin de la Raze, Quartier de la Platière, 69240 THIZY LES BOURGS

Gestionnaire : ADAPEI 69

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III ;

Vu les arrêtés n°2018-1921, 2018-1922, 2018-1923 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2^{ème} génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu l'arrêté ARS n°2016-8300 portant renouvellement au 3 janvier 2017 de l'autorisation délivrée à l'ADAPEI du Rhône pour le fonctionnement de l'institut médico-éducatif « IME PERCE NEIGE » située à THIZY LES BOURGS (69240) ;

Vu l'arrêté ARS n°2018-1535 portant modification de la répartition des places de l'Institut médico-éducatif Perce-Neige à Thizy les Bourgs par diminution des places d'internat et augmentation des places de semi-internat ;

Vu l'arrêté n°2021-14-0059 portant création d'une équipe mobile d'appui médico-social à la scolarisation des enfants en situation de handicap (EMAS) rattachée à l'IME Perce-Neige ;

Vu le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes et l'association ADAPEI 69, pour la période 2022-2026 ;

Considérant l'accord de la MDPH quant à l'inscription d'un fonctionnement en dispositif intégré IME (DIME) concernant l'IME L'ESPERELLE (voir annexe FINSS) ;

Considérant le besoin identifié par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes d'accroître l'offre de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile dans le département du Rhône afin notamment de couvrir les zones blanches, de réduire les listes d'attente et de développer les prises en charge précoces ;

Considérant que le projet de redéploiement de l'offre en places de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile sur l'IME PERCE NEIGE, présenté par l'association ADAPEI 69 le 5 janvier 2022, répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charge des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à Madame la Présidente de l'Association ADAPEI 69, sise 75 cours Albert Thomas, Lyon (69447) pour le fonctionnement en dispositif intégré de l'institut médico-éducatif PERCE NEIGE situé à Thizy Les Bourgs (69240), suite au redéploiement de 6 places d'internat (2 places TSA et 4 places DI) en 18 places de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (6 places TSA et 12 places DI).

Article 2 : La capacité de l'établissement est modifiée avec la transformation de 6 places d'internat en 18 places de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile. La capacité du DIME PERCE NEIGE pour enfants, adolescents, et jeunes adultes polyhandicapés est de 92 places réparties comme suit :

- 53 places d'internat ;
- 21 places d'accueil de jour (semi-internat) ;
- 18 places de prestations en milieu ordinaire.

Article 3 : La mise en œuvre du dispositif intégré DIME PERCE NEIGE sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques indiquées sur l'annexe jointe.

Article 4 : Pour le calendrier des évaluations, la présente autorisation est rattachée à la date d'autorisation de l'IME PERCE NEIGE, autorisé pour une durée de 15 ans à compter du 03 janvier 2017. Elle est renouvelable dans les conditions prévues par l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : la mise en œuvre de l'autorisation est subordonnée à la transmission par le titulaire de l'autorisation d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, conformément aux dispositions de l'article D. 313-12-1 du code de l'action sociale et des familles s'agissant d'extension non importante ne donnant pas lieu à une visite de conformité.

Article 6 : La présente autorisation est réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans suivant sa notification, conformément aux dispositions des articles L.313-1 et D.313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes selon les termes de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : Le Directeur de la délégation départementale du Rhône-Métropole de Lyon, de l'Agence Régionale de Santé Auvergne- Rhône-Alpes est chargé, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon le 27/04/2022

Pour le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes,
Par délégation,
Le Directeur de l'Autonomie

Raphaël GLABI

Annexe FINESS du DIME PERCE NEIGE

Mouvement FINESS : création du dispositif intégré DIME PERCE-NEIGE avec réduction de capacité d'internat et création de capacité de SESSAD

Entité juridique : ADAPEI du Rhône
Adresse : 75 cours Albert Thomas CS 33951 69447 LYON Cedex 03
N° FINESS EJ : 69 079 674 3
Statut : 61 (association loi 1901 reconnue d'utilité publique)

Etablissement/Equipement (avant le présent arrêté) :

Etablissement : IME PERCE NEIGE
Adresse : Chemin de la Raze, Quartier de la Platière, 69240 THIZY LES BOURGS
N° FINESS ET : 69 078 221 4
Catégorie : 183 – Institut Médico-Educatif (IME)

Equipement :

| Triplet | | | | Autorisation |
|---------|------------|----------------|--|--------------|
| N° | Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité |
| 1 | 844 | 11 | 117 – Déficience intellectuelle | 34 |
| 2 | 844 | 11 | 437 – Troubles du spectre de l'autisme | 25 |
| 3 | 844 | 21* | 117 – Déficience intellectuelle | 16 |
| 4 | 844 | 21* | 437 – Troubles du spectre de l'autisme | 5 |

Observation : * les places d'accueil de jour sont des places de semi-internat

Convention :

| N° | CONVENTION | DATE CONVENTION | DATE MISE A JOUR |
|----|-----------------------------|-----------------|------------------|
| 01 | Aide sociale départementale | 22/07/1982 | 22/10/2001 |
| 02 | Aide sociale Etat | 03/08/1981 | 22/10/2001 |
| 03 | CPOM | 12/05/2016 | |
| 04 | EMAS | 04/09/2020 | |

Etablissement/Equipement (après le présent arrêté) :

Etablissement : IME PERCE NEIGE (DIME)
Adresse : Chemin de la Raze, Quartier de la Platière, 69240 THIZY LES BOURGS
N° FINESS : 69 078 221 4
Catégorie : 183 – Institut Médico-Educatif (IME)

Equipement :

| Triplet | | | | Autorisation |
|---------|------------|----------------|--|--------------|
| N° | Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité |
| 1 | 844 | 11 | 117 – Déficience intellectuelle | 30 |
| 2 | 844 | 11 | 437 – Troubles du spectre de l'autisme | 23 |
| 3 | 844 | 21* | 117 – Déficience intellectuelle | 16 |
| 4 | 844 | 21* | 437 – Troubles du spectre de l'autisme | 5 |
| 5 | 844 | 16 | 117 – Déficience intellectuelle | 12 |
| 6 | 844 | 16 | 437 – Troubles du spectre de l'autisme | 6 |

Observation : *les places d'accueil de jour sont des places de semi-internat

Convention :

| N° | CONVENTION | DATE CONVENTION | DATE MISE A JOUR |
|----|-----------------------------|-----------------|------------------|
| 01 | Aide sociale départementale | 22/07/1982 | 22/10/2001 |
| 02 | Aide sociale Etat | 03/08/1981 | 22/10/2001 |
| 03 | CPOM | 01/01/2022 | |
| 04 | EMAS | 04/09/2020 | |

Arrêté N° 2022-14-0197

Portant mise en œuvre du dispositif intégré de l'Institut Médico-Educatif (DIME) L'ESPERELLE, par redéploiement interne d'une place d'internat de l'IME L'ESPERELLE N° FINESS 69 078 110 9, en 3 places de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile, situé 82 rue Coste 69300 CALUIRE ET CUIRE

Gestionnaire : ADAPEI 69

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre II, et section première du chapitre III ;

Vu les arrêtés n°2018-1921, 2018-1922, 2018-1923 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2^{ème} génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu l'arrêté ARS n°2019-10-0366 portant regroupement des deux IME : LES SITELLES et L'ESPERANCE créant l'IME L'ESPERELLE à CALUIRE ET CUIRE (69300) ;

Vu l'arrêté ARS n°2021-10-0027 portant modification du code catégorie selon la nouvelle définition du polyhandicap dans la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature FINESS de l'IME L'ESPERELLE (n° FINESS 69 078 110 9) situé 82 rue Coste 69300 Caluire et Cuire ;

Vu le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes et l'association ADAPEI 69, pour la période 2022-2026 ;

Considérant l'accord de la MDPH quant à l'inscription d'un fonctionnement en dispositif intégré IME (DIME) concernant l'IME L'ESPERELLE (voir annexe FINESS) ;

Considérant le besoin identifié par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes d'accroître l'offre de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile dans le département du Rhône afin notamment de couvrir les zones blanches, de réduire les listes d'attente et de développer les prises en charge précoces ;

Considérant que le projet de redéploiement de l'offre en places de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile sur l'IME ESPERELLE, présenté par l'association ADAPEI 69 le 5 janvier 2022, répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charge des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à Madame la Présidente de l'Association ADAPEI 69, sise 75 cours Albert Thomas, Lyon (69447) pour le fonctionnement en dispositif intégré de l'institut médico-éducatif L'ESPERELLE situé à Caluire et Cuire (69300), suite au redéploiement d'un place d'internat en 3 places de service d'éducation spécialisé et de soins à domicile.

Article 2 : La capacité de l'établissement est modifiée avec la transformation d'une place d'internat en trois places de service d'éducation spécialisée et de soins à domicile. La capacité du DIME L'ESPERELLE pour enfants, adolescents, et jeunes adultes polyhandicapés est de 94 places réparties comme suit :

- 47 places d'internat (dont 15 places d'accueil séquentiel) ;
- 44 places d'externat ;
- 3 places de prestations en milieu ordinaire.

Article 3 : La mise en œuvre du dispositif intégré DIME L'ESPERELLE sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques indiquées sur l'annexe jointe.

Article 4 : Pour le calendrier des évaluations, la présente autorisation est rattachée à la date d'autorisation de l'IME L'ESPERELLE, autorisé pour une durée de 15 ans à compter du 03 janvier 2017. Elle est renouvelable dans les conditions prévues par l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : la mise en œuvre de l'autorisation est subordonnée à la transmission par le titulaire de l'autorisation d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, conformément aux dispositions de l'article D. 313-12-1 du code de l'action sociale et des familles s'agissant d'extension non importante ne donnant pas lieu à une visite de conformité.

Article 6 : La présente autorisation est réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai

de quatre ans suivant sa notification, conformément aux dispositions des articles L.313-1 et D.313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes selon les termes de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : Le Directeur de la délégation départementale du Rhône-Métropole de Lyon, de l'Agence Régionale de Santé Auvergne- Rhône-Alpes est chargé, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon le 27/04/2022

Pour le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
Auvergne-Rhône-Alpes,
Par délégation,
Le Directeur de l'Autonomie

Raphaël GLABI

Annexe FINESS du DIME ESPERELLE

Mouvement FINESS : création du dispositif intégré DIME L'ESPERELLE avec réduction de capacité d'internat et création de capacité de SESSAD

Entité juridique : ADAPEI du Rhône
Adresse : 75 cours Albert Thomas CS 33951 69447 LYON Cedex 03
N° FINESS EJ : 69 079 674 3
Statut : 61 61(association loi 1901 reconnue d'utilité publique)

Etablissement/Equipement (avant le présent arrêté) :

Etablissement : **IME L'ESPERELLE**
Adresse : 82 rue Coste 69300 CALUIRE ET CUIRE
N° FINESS ET : 69 078 110 9
Catégorie : 188 – Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés (EEAP)
Equipement :

| Triplet | | | | Autorisation |
|---------|------------|----------------|--------------------|--------------|
| N° | Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité |
| 1 | 844 | 11 | 500 – Polyhandicap | 48 |
| 2 | 844 | 21 | 500 – Polyhandicap | 44 |

Convention :

| N° | CONVENTION | DATE CONVENTION |
|----|------------|-----------------|
| 01 | CPOM | 12/05/2016 |

Etablissement/Equipement (après le présent arrêté) :

Etablissement : **IME L'ESPERELLE (DIME)**
Adresse : 82 rue Coste 69300 CALUIRE ET CUIRE
N° FINESS : 69 078 110 9
Catégorie : 188 – Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés (EEAP)
Equipement :

| Triplet | | | | Autorisation |
|---------|------------|----------------|--------------------|--------------|
| N° | Discipline | Fonctionnement | Clientèle | Capacité |
| 1 | 844 | 11 | 500 – Polyhandicap | 47* |
| 2 | 844 | 21 | 500 – Polyhandicap | 44 |
| 3 | 844 | 16 | 500 - Polyhandicap | 3 |

Observation : *dont 15 places d'accueil séquentiel

Convention :

| N° | CONVENTION | DATE CONVENTION |
|----|------------|-----------------|
| 01 | CPOM | 01/01/2022 |

Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03
04 72 34 74 00
www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

DECISION TARIFAIRE N°2021-05-0155/3770 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT DE SOINS
POUR 2021 DE
ACCUEIL DE JOUR LE CLOS DE L'HERMITAGE - 260017108

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 21/03/2022 publié au Journal Officiel du 23/03/2022 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 25/03/2022 publiée au Journal Officiel du 07/04/2022 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 26/07/2007 de la structure AJ dénommée ACCUEIL DE JOUR LE CLOS DE L'HERMITAGE (260017108) sise 0, R MARX DORMOY, 26300, BOURG DE PEAGE et gérée par l'entité dénommée CCAS BOURG DE PEAGE (260008842) ;

Considérant la décision tarifaire modificative n°2021-05-0134/2662 en date du 08/12/2021 portant modification du forfait de soins pour 2021 de la structure dénommée ACCUEIL DE JOUR LE CLOS DE L'HERMITAGE - 260017108 ;

DECIDE

- Article 1^{ER} A compter de 01/01/2021, au titre de 2021, le forfait de soins est modifié et fixé à 70 598.23€, dont 2 082.46€ à titre non reconductible.
- Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 5 883.19€.
- Soit un prix de journée de 47.07€.
- Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :
- forfait de soins 2022 : 65 249.27€ (douzième applicable s'élevant à 5 437.44€)
 - prix de journée de reconduction : 43.50€
- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin , 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CCAS BOURG DE PEAGE (260008842) et à l'établissement concerné.

Fait à Valence,

Le 02/05/2022

P/La Directrice départementale, et par délégation,
L'inspecteur de l'action sanitaire et sociale

Roxane SCHOREELS

DECISION TARIFAIRE N°2021-05-0156/3771 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT DE SOINS
POUR 2021 DE
RESIDENCE AUT "RESIDENCE DU PARC" - 260005491

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 21/03/2022 publié au Journal Officiel du 23/03/2022 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 25/03/2022 publiée au Journal Officiel du 07/04/2022 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure Résidence Autonomie dénommée RESIDENCE AUT "RESIDENCE DU PARC" (260005491) sise 164, AV DE LA REPUBLIQUE, 26270, LORIOLEUR SUR DRÔME et gérée par l'entité dénommée CCAS LORIOLEUR SUR DRÔME (260007935) ;
- Considérant la décision tarifaire modificative n°2021-05-0140/2661 en date du 08/12/2021 portant modification du forfait de soins pour 2021 de la structure dénommée RESIDENCE AUT "RESIDENCE DU PARC" - 260005491 ;

DECIDE

- Article 1^{ER} A compter de 01/01/2021, au titre de 2021, le forfait de soins est modifié et fixé à 155 910.92€, dont 32 787.14€ à titre non reconductible.
- Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 12 992.58€.
- Soit un prix de journée de 7.24€.
- Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :
- forfait de soins 2022 : 119 758.37€ (douzième applicable s'élevant à 9 979.86€)
 - prix de journée de reconduction : 5.56€
- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin , 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CCAS LORIOLE (260007935) et à l'établissement concerné.

Fait à Valence,

Le 02/05/2022

P/La Directrice départementale, et par délégation,
L'inspecteur de l'action sanitaire et sociale

Roxane SCHOREELS

DECISION TARIFAIRE N° 2021-05-0157/3772 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION
GLOBALE DE SOINS POUR 2021 DE
SSIAD DU C.C.A.S. DE VALENCE - 260006499

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 21/03/2022 publié au Journal Officiel du 23/03/2022 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 25/03/2022 publiée au Journal Officiel du 07/04/2022 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure SSIAD dénommée SSIAD DU C.C.A.S. DE VALENCE (260006499) sise 7, AV DE VERDUN, 26000, VALENCE et gérée par l'entité dénommée CCAS VALENCE (260007893) ;
- Considérant la décision tarifaire modificative n°2021-05-0136/2680 en date du 08/12/2021 portant modification de la dotation globale de soins pour 2021 de la structure dénommée SSIAD DU C.C.A.S. DE VALENCE - 260006499.

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2021, la dotation globale de soins est modifiée et fixée à 1 481 896.97€ au titre de 2021.

Elle se répartit comme suit :

- pour l'accueil de personnes âgées : 1 455 060.59€ (fraction forfaitaire s'élevant à 121 255.05€).
Le prix de journée est fixé à 285.87€.

- pour l'accueil de personnes handicapées : 26 836.38€ (fraction forfaitaire s'élevant à 2 236.37€).
Le prix de journée est fixé à 0.00€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

| | GROUPES FONCTIONNELS | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 119 020.17 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 1 315 319.13 |
| | - dont CNR | 74 651.09 |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 85 861.47 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Reprise de déficits | |
| | TOTAL Dépenses | 1 520 200.77 |
| RECETTES | Groupe I Produits de la tarification | 1 481 896.97 |
| | - dont CNR | 74 651.09 |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 0.00 |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 0.00 |
| | Reprise d'excédents | 38 303.80 |
| | TOTAL Recettes | 1 520 200.77 |

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

- dotation globale de soins 2022 : 1 445 549.68€. Cette dotation se répartit comme suit :
 - pour l'accueil de personnes âgées : 1 418 713.30€ (fraction forfaitaire s'élevant à 118 226.11€).
Le prix de journée est fixé à 278.73€.
 - pour l'accueil de personnes handicapées : 26 836.38€ (fraction forfaitaire s'élevant à 2 236.37€).
Le prix de journée est fixé à 0.00€.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin , 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CCAS VALENCE (260007893) et à l'établissement concerné.

Fait à Valence , Le 02/05/2022

P/La Directrice départementale, et par délégation,
L'inspecteur de l'action sanitaire et sociale

Roxane SCHOREELS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

LE PRÉSIDENT DE LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

Décision n° 09-22-01
Délégation de signature

Vu l'article R. 222-12 du code de justice administrative ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 nommant M. Gilles HERMITTE, conseiller d'État, président de la cour administrative d'appel de Lyon ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

Dans le cadre de la gestion des crédits de fonctionnement (Chap. 3451 Art 20) de la cour administrative d'appel, délégation est donnée à Mme Sylvie LASSALLE, conseillère d'administration, greffière en chef, pour signer, en cas d'absence ou d'empêchement du président de la cour, d'une part, les bons et lettres de commandes à l'exception des contrats, baux, conventions et marchés, d'autre part, la certification des factures, l'engagement et le mandatement des dépenses.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvie LASSALLE, délégation est donnée, dans les mêmes limites, à Mme Nathalie BERTHELIER, attachée principale.

ARTICLE 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvie LASSALLE et Mme Nathalie BERTHELIER, délégation est donnée dans les mêmes limites à Mme Lydia BOUSSAND, attachée principale.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée aux fins de procéder à la validation, de façon électronique, des demandes d'achats dans l'application informatique financière de l'État (Chorus formulaires), quel que soit le montant, aux personnes ci-après désignées : Mme Sylvie LASSALLE et Mme Lydia BOUSSAND.

ARTICLE 5 : L'arrêté n° 09-20-01 du 1^{er} septembre 2020 du président de la cour administrative d'appel de Lyon est abrogé.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera notifié à Mme Sylvie LASSALLE, Mme Nathalie BERTHELIER et à Mme Lydia BOUSSAND.

Lyon, le 2 mai 2022
Le conseiller d'État,
Président de la cour,

(signé)

Gilles HERMITTE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

LE PRÉSIDENT DE LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

Décision n° 09-22-01-01

Délégation de signature

Vu les articles R. 226-1 et R. 226-5 du code de justice administrative ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

Mme Sylvie LASSALLE, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer est chargée des fonctions de greffière en chef de la cour administrative d'appel de Lyon. Elle est, par ailleurs, chargée, sous l'autorité du président de la cour, du suivi et de l'instruction en phase administrative des demandes d'exécution de justice. Elle est assistée dans cette fonction par les greffiers.

ARTICLE 2 :

Mme Fabienne PROUTEAU, secrétaire administrative de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, est chargée des fonctions de greffier de la 1^{ère} chambre de la cour et peut être amenée, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier d'une autre chambre.

ARTICLE 3 :

Mme Noémie LECOUEY, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, est chargée des fonctions de greffier de la 2^{ème} chambre de la cour et peut être amenée, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier d'une autre chambre.

ARTICLE 4 :

Mme Sandra BERTRAND, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, est chargée des fonctions de greffier de la 3^{ème} chambre de la cour et peut être amenée, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier d'une autre chambre.

ARTICLE 5 :

M. Julien BILLOT, attaché d'administration de l'Etat, est chargé des fonctions de greffier de la 4^{ème} chambre de la cour et peut être amené, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier d'une autre chambre.

ARTICLE 6 :

Mme Claudette LANGLET, secrétaire administrative de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, est chargée des fonctions de greffier adjoint de la 5^{ème} chambre de la cour et peut être amenée, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier d'une autre chambre.

ARTICLE 7 :

Mme Fatoumia ABDILLAH, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, est chargée des fonctions de greffier de la 6^{ème} chambre de la cour et peut être amenée, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier d'une autre chambre.

ARTICLE 8 :

Mme Anne LE COLLETER, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, est chargée des fonctions de greffier de la 7^{ème} chambre de la cour et peut être amenée, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier d'une autre chambre.

ARTICLE 9 :

Mme Anne-Charlotte PONNELLE, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, est chargée des fonctions de greffier de n'importe quelle chambre de la cour.

ARTICLE 10 :

Mme Marie-Thérèse PILLET, attachée d'administration de l'Etat, est chargée du suivi de l'exécution des décisions de justice et peut être amenée, en cas de nécessité, à assurer les fonctions de greffier de chambre.

ARTICLE 11 :

Mmes Nathalie BERTHELIER et Lydia BOUSSAND, attachées principales d'administration de l'Etat, M. Charles-Emmanuel DANY, Mme Jessica PALMERINI et Mme Agnès QUIROGA-VASSELIN, attachés d'administration de l'Etat, peuvent, le cas échéant et à titre exceptionnel, être appelées par le président de la cour ou la greffière en chef à assurer le greffe d'une audience.

ARTICLE 12 :

Sont désignées, en vertu de l'article R.226-5 susvisé, pour exécuter tous actes de procédure à l'exception des demandes de régularisation et des mises en demeure et pour assurer le greffe des audiences : Mme Sylvie BAILLET, M. Dominique BARLET, Mme Blandine BERGER, Mme Laure CONTRASTIN, Mme Michèle DAVAL, Mme Marie-Pierre DUBUIS, Mme Karine ETHEVENARD, Mme Monique GARCIA, Mme Marie-Agnès GUYONNET, Mme Sandra HO, Mme Evelyne LABROSSE, Mme Delphine MELEO, Mme Alizée PITON, Mme Odile RITTER, Mme Anaëlle ROUX, Mme Géraldine TARLET, Mme Sylviane UYTTERHAGEN et Mme Nathalie VANDUYNSLAEGER.

ARTICLE 13 :

L'arrêté n° 09-21-01-01 du 2 novembre 2021 du président de la cour administrative d'appel de Lyon est abrogé.

ARTICLE 14 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Rhône et affichée au palais des juridictions administratives de Lyon.

Lyon, le 2 mai 2022

Le conseiller d'Etat,
Président de la cour,

(signé)

Gilles HERMITTE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

**LE PRÉSIDENT DE LA COUR ADMINISTRATIVE
D'APPEL DE LYON**

Décision n° 09-22-02-01/P
Délégation de signature

Vu l'article R. 226-6 du code de justice administrative, aux termes duquel : « *le greffier en chef peut, avec l'accord du président, déléguer sa signature, pour partie de ses attributions, à des agents affectés au greffe* » ;

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} :

Mme Sylvie LASSALLE, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, greffière en chef de la cour administrative d'appel de Lyon, est autorisée à déléguer sa signature dans les conditions prévues à l'article R.226-6 susvisé du code de justice administrative à Mme Nathalie BERTHELIER et Mme Lydia BOUSSAND, attachées principales d'administration de l'Etat, à M. Julien BILLOT, M. Charles-Emmanuel DANY, Mme Jessica PALMERINI, Mme Marie-Thérèse PILLET et Mme Agnès QUIROGA-VASSELIN, attachés d'administration de l'Etat, à Mme Claudette LANGLET et Mme Fabienne PROUTEAU, secrétaires administratives de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer et à Mme Fatoumia ABDILLAH, Mme Sandra BERTRAND, Mme Anne LE COLLETER, Mme Noémie LECOUEY et Mme Anne-Charlotte PONNELLE, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer.

ARTICLE 2 :

La décision n° 09-21-02-01/P du 10 novembre 2021 du président de la cour administrative d'appel de Lyon est abrogée.

ARTICLE 3 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Rhône et affichée au palais des juridictions administratives de Lyon.

Lyon, le 2 mai 2022

Le conseiller d'Etat,
Président de la cour,

(signé)

Gilles HERMITTE

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

LA GREFFIÈRE EN CHEF DE LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE LYON

Décision n° 09-22-03-01
Délégation de signature

Vu l'article R. 226-6 du code de justice administrative ;

Vu l'arrêté n° 09-22-01-01 du 2 mai 2022 du président de la cour administrative d'appel de Lyon portant attribution de fonctions dans les services du greffe de la cour ;

Vu la décision n° 09-22-02-01/P du 2 mai 2022 du président de la cour administrative d'appel de Lyon autorisant Mme Sylvie LASSALLE, greffière en chef, à déléguer sa signature ;

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} :

Délégation est donnée à Mme Nathalie BERTHELIER, Mme Lydia BOUSSAND, attachées principales d'administration de l'Etat, à M. Julien BILLOT, M. Charles-Emmanuel DANY, Mme Jessica PALMERINI, Mme Marie-Thérèse PILLET et Mme Agnès QUIROGA-VASSELIN, attachés d'administration de l'Etat, à Mme Claudette LANGLET et Mme Fabienne PROUTEAU, secrétaires administratives de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, et à Mme Fatoumia ABDILLAH, Mme Sandra BERTRAND, Mme Anne LE COLLETER, Mme Noémie LECOUEY et Mme Anne-Charlotte PONNELLE, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer en fonction au greffe de la cour administrative d'appel de Lyon à l'effet de signer :

- tous courriers relatifs aux actes de procédure accomplis dans les dossiers d'appel dont la cour est saisie et notamment les expéditions conformes des décisions juridictionnelles rendues par la cour.

- tous courriers relatifs à l'instruction des demandes d'exécution de justice et à la médiation.

ARTICLE 2 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du Rhône et affichée au palais des juridictions administratives de Lyon.

Lyon, le 2 mai 2022
La greffière en chef,

(signé)

Sylvie LASSALLE

DECISION DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE

N° 2022-09

annule et remplace la décision n° 2022-05 du 4 avril 2022

Le directeur interrégional des douanes et droits indirects Auvergne-Rhône-Alpes,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

VU le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant Monsieur Pascal MAILHOS, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône;

VU l'arrêté du ministre de l'action et des comptes publics en date du 27 mai 2020, portant nomination de Monsieur Eric MEUNIER dans les fonctions de directeur interrégional des douanes à Lyon à compter du 15 août 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-182 du 20 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MEUNIER en tant que responsable des budgets opérationnels de programme interrégionaux des douanes Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la convention de délégation en date du 27 avril 2012 conclue entre le secrétariat général des ministères économique et financier et la direction interrégionale des douanes de Lyon pour la gestion des opérations imputables sur le programme 218 ;

VU les conventions de délégations de gestion conclues entre

- d'une part, la direction interrégionale des douanes Auvergne-Rhône-Alpes,

- et d'autre part,:

-- les directions interrégionales des douanes de Nouvelle-Aquitaine, Bourgogne - Franche-Comte - Centre - Val-de-Loire, Île-de-France, Hauts-de-France, Provence - Alpes - Cote-d'azur - Corse, Grand-Est, Occitanie, Bretagne - Pays de la Loire, Paris-Aéroports, Normandie, Antilles-Guyane, ou régionales de Guadeloupe, Guyane, Mayotte, La Réunion.

-- les services à compétence nationale : CID, DNRED, DNRFP, DNSCE, SEJF, DNGCD

-- les RUO d'administration centrale : FIN1, FIN2, FIN3, SI1, SI2, SI3

VU la convention de délégation de gestion du 15 janvier 2016 entre le BOP central et la direction interrégionale de Lyon pour le traitement des indus sur rémunération et certains dossiers HPSOP en relation avec le CSRH ;

VU la convention de délégation de gestion du 15 janvier 2016 entre le BOP central et la direction interrégionale de Lyon concernant les dépenses HPSOP des personnels de la direction.

DECIDE

Article 1 : Délégation de signature est donnée aux agents du centre de service partagé des douanes de Lyon désignés ci-après :

| | |
|-------------------------|------------------------------------|
| M. BECAUD Philippe | Chef de mission |
| M. PIOCT Stéphane | Inspecteur régional de 2ème classe |
| Mme NARAYANIN Sabrina | Inspectrice |
| M. MOULIN Alexandre | Inspecteur |
| Mme TRONQUET Jennifer | Inspectrice |
| Mme MERCIER Morgane | Inspectrice |
| M. DE MATTEIS Olivier | Contrôleur principal |
| Mme VIGOUROUX Sandrine | Contrôleuse de 1ère classe |
| M. LALLIER Jérôme | Contrôleur de 1ère classe |
| Mme ESSAIEM Linda | Contrôleuse de 1ère classe |
| Mme ADAFER Sonia | Contrôleuse de 1ère classe |
| Mme TALLEUX Aurore | Contrôleuse de 2ème classe |
| Mme JOSSERAND Laurelise | Contrôleur de 2ème classe |
| M. BERTHOL Sonny | Contrôleur de 2ème classe |
| Mme CAPITREL Eleonore | Contrôleuse de 2ème classe |
| M. AMISI Ngumbi | Contrôleur de 2ème classe |

à l'effet de signer, pour ce qui concerne la direction interrégionale des douanes de Lyon et les directions ou services délégués précités, les actes se rapportant à l'ordonnement des recettes, à l'engagement des dépenses, à la liquidation, à la confection de l'ordre de payer et aux transactions afférentes ainsi qu'à leur validation et à la certification du service fait dans le progiciel CHORUS, dès lors qu'ils relèvent des programmes suivants :

- 302 : 'Facilitation et sécurisation des échanges' ;
- 723 : 'Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État' ;
- 724 : 'Entretien du patrimoine immobilier de l'État' ;
- 218 : 'Conduite et pilotage des politiques économiques et financières' ;
- 129 : 'Coordination du travail de l'État' ;
- 200 : 'Remboursement et dégrèvement d'impôts d'État' (dépenses sans ordonnancement préalable [DSOP]) ;
- 349 : 'Fonds pour la transformation de l'action publique' ;
- 362 : 'Écologie' ;
- 363 : 'Compétitivité'.

Article 2 : Délégation de signature est donnée aux agents du centre de service partagé des douanes de Lyon désignés ci-après :

| | |
|-----------------------------|--|
| Mme BAVIERE Vanessa | Contrôleuse principale |
| Mme BRECHBUHL Anne-Marie | Contrôleuse principale |
| Mme BLANC Jocelyne | Contrôleuse de 1ère classe |
| Mme CARNELL Anne-claire | Contrôleuse de 1ère classe |
| Mme TEISSEDRE Corinne | Contrôleuse de 1ère classe |
| M. HANOTEL-DAMIEN Thomas | Contrôleur de 2ème classe |
| Mme PECH Monique | Contrôleuse de 2ème classe |
| Mme CELLAMEN Marie-France | Contrôleuse de 2ème classe |
| M. QUAGLIOZZI Benjamin | Contrôleur de 2ème classe |
| Mme BARBIER Caroline | Contrôleuse de 2ème classe |
| M. DURUPT Samuel | Contrôleur de 2ème classe |
| M. VALETTE-GEORGIADIS Jules | Contrôleur de 2ème classe |
| M. DOUET Gaspard | Contrôleur de 2ème classe |
| Mme ALLALA Sylvie | Agente de constatation principale de 1ère classe |

| | |
|-------------------------|--|
| Mme BESSON Catherine | Agente de constatation principale de 1ère classe |
| M. BOULEKROUME Ramdame | Agent de constatation principal de 1ère classe |
| Mme CHEVALLIER Nathalie | Agente de constatation principale de 1ère classe |
| Mme HERMITTE Pascale | Agente de constatation principale de 1ère classe |
| Mme PERE Véronique | Agente de constatation principale 2ème classe |
| M. MAHMOUTI Karim | Agent de constatation principal 2ème classe |
| Mme BERNARD Laura | Agente de constatation principale 2ème classe |
| Mme DIDELOT Amelie | Agente de constatation principale 2ème classe |

à l'effet de certifier, pour ce qui concerne la direction interrégionale des douanes de Lyon et les directions et services délégués précités, le «service fait» relatif aux opérations validées dans le progiciel CHORUS et relevant des programmes visés à l'article 1.

Article 3 : Le responsable du centre de services partagés des douanes de Lyon est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à la Trésorerie Générale Douane, comptable assignataire en matière de dépenses et de recettes autres que PSOP, et tenue à disposition des DRFIP locales concernées, comptables assignataires en matière de PSOP et DSOP.

Fait à Lyon, le 9 mai 2022

signé, Eric MEUNIER



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Lyon, le 09 mai 2022

ARRÊTÉ n°DREAL-SG-2022-51

**PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE COMMANDES PUBLIQUES
AUX AGENTS DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU
LOGEMENT AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**Le directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de la région
Auvergne-Rhône-Alpes,**

- VU** le code de la commande publique ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le décret n° 2019-1594 du 31 mars 2019 relatif aux emplois de direction de l'État ;
- VU** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur. Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU** l'arrêté du préfet de région n°2016-20 du 04 janvier 2016 du préfet de région, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2020, portant nomination de Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en tant que directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, et du logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes à compter du 18 mai 2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-172 du 21 avril 2021 du préfet de région, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY pour les actes relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Pour l'ensemble des actes, décisions et documents visés dans l'arrêté préfectoral n°2021-172 du 21 avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY pour les actes relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics,

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|---------|---------|------|
| M. | TANAYS | Eric | DIR | / |
| M. | BORREL | Didier | DIR | / |
| Mme | LÉGÉ | Ninon | DIR | / |
| Mme | RONDREUX | Estelle | DIR | / |

ARTICLE 2 : LIMITES DE DÉLÉGATION

L'ensemble des délégations consenti dans le présent arrêté sont accordées dans les limites fixés par l'arrêté préfectoral n°2021-172 du 21 avril 2021 sus-visé, rappelé ci-après :

- Une autorisation préalable du préfet de région est nécessaire, avant signature des actes d'engagement des marchés publics dont le montant :
 - est égal ou supérieur à 500 000 € TTC (soit 416 666,66 € HT) pour les marchés de travaux,
 - est égal ou supérieur à 172 800 € TTC (soit 144 000 € HT) pour les marchés de fournitures et de services.
- Une autorisation préalable du préfet est nécessaire, avant signature des modifications en cours d'exécution (avenants) qui augmentent d'un montant égal ou supérieur à 20 % le montant du marché initial, pour les marchés visés au premier alinéa.

ARTICLE 3 :

Dans les limites de leurs attributions fonctionnelles ou territoriales et de leurs domaines de compétences définies par l'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), **subdélégation de signature est accordée** selon les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 4 : CONCERNANT LES AVIS CONFORMES DU RESPONSABLE MINISTÉRIEL DES ACHATS

Pour les demandes d'avis conformes du Responsable ministériel des achats,

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|------------|---------|------|
| M. | GRANET | François | MAP | / |
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | ML |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

ARTICLE 5 : CONCERNANT LA PASSATION DE MARCHÉ

Pour les actes et pièces relatifs à la passation des marchés suivants, subdélégation de signature est donnée à :

5.1 – Pour les marchés et accords-cadres de travaux

5.1.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |

5.1.2 – dont le montant est strictement inférieur à 416 666,66 € HT (soit 500 000 € TTC)

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|-----------|---------|------|
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |
| M. | GRANET | François | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | ML |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

5.1.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|------------|---------|------|
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

5.1.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|--------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélie | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BAUDU | Marine | MAP | E |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | EDOUARD | Simon | PRNH | HPCAdN |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|--------------|---------|--------|
| M. | GAUTHERON | Alain | PRNH | HPCAdN |
| M. | RIBEYRE | Raphaël | PRNH | HPCAdN |
| M. | HERRERA | Pascal | PRNH | HPCGD |
| M. | LABORDA | Yann | PRNH | HPCGD |
| M. | VALANTIN | Pierre-Yves | PRNH | HPCGD |
| M. | BECHON | Pierre-Marie | PRNH | HPCRAS |
| M. | COURTES | Frédéric | PRNH | HPCRAS |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| Mme | CHEVRIER | Julie | PRNH | OH |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélie | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |

5.2 – Pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services

5.2.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |

5.2.2 – dont le montant est strictement inférieur à 140 000€ HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

5.2.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|---------------|---------|-------|
| M. | BOSSUAT | Jean-François | BARPI | / |
| M. | PERCHE | Vincent | BARPI | / |
| Mme | BERGER | Karine | CIDDAE | / |
| M. | LIBERT | Christophe | CIDDAE | / |
| M. | PIGOT | David | CIDDAE | / |
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | EHN | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | PE |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCA VIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| M. | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

5.2.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélie | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BAUDU | Marine | MAP | E |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | EL HAGE | Abdallah | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|--------------|---------|--------|
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélie | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |
| M. | EDOUARD | Simon | PRNH | HPCAdN |
| M. | GAUTHERON | Alain | PRNH | HPCAdN |
| M. | RIBEYRE | Raphaël | PRNH | HPCAdN |
| M. | HERRERA | Pascal | PRNH | HPCGD |
| M. | LABORDA | Yann | PRNH | HPCGD |
| M. | VALANTIN | Pierre-Yves | PRNH | HPCGD |
| M. | BECHON | Pierre-Marie | PRNH | HPCRAS |
| M. | COURTES | Frédéric | PRNH | HPCRAS |
| Mme | CHEVRIER | Julie | PRNH | OH |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |

5.3 – Pour les conventions constitutives de groupement de commande de fournitures et de services

5.3.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |

5.3.2 – dont le montant est strictement inférieur à 140 000€ HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | E |
| M. | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| Mme | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| M. | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

5.3.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|--------------|---------|------|
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | EHN | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | PE |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|------------|---------|-------|
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCA VIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

5.3.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélié | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BAUDU | Marine | MAP | E |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | EL HAGE | Abdallah | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |

ARTICLE 6 : CONCERNANT L'EXÉCUTION DES MARCHÉS

Pour les actes et pièces relatifs à l'exécution des marchés suivants, subdélégation de signature est donnée à :

6.1 – Pour les marchés et accords-cadres de travaux

6.1.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

6.1.2 – dont le montant est strictement inférieur à 5 382 000€ HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|-----------|---------|------|
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

6.1.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|------------|---------|------|
| MME | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |

6.1.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélie | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BAUDU | Marine | MAP | E |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|---------------|---------|--------|
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |
| M. | EDOUARD | Simon | PRNH | HPCAdN |
| M. | GAUTHERON | Alain | PRNH | HPCAdN |
| M. | RIBEYRE | Raphaël | PRNH | HPCAdN |
| M. | HERRERA | Pascal | PRNH | HPCGD |
| M. | LABORDA | Yann | PRNH | HPCGD |
| M. | VALANTIN | Pierre-Yves | PRNH | HPCGD |
| M. | BECHON | Pierre-Marie | PRNH | HPCRAS |
| M. | COURTES | Frédéric | PRNH | HPCRAS |
| Mme | LAGANIER | Elsa | PRNH | HPCRAS |
| Mme | CHEVRIER | Julie | PRNH | OH |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| Mme | JAILLON | Audrey | SG | LI |
| M. | SALMON | Jean-François | SG | LI |

6.1.5 – dont le montant est strictement inférieur à 10 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|-----------|---------|------|
| Mme | CRUCHAUDET | Nadia | SG | LI |
| Mme | LEVEQUE | Geneviève | SG | LI |
| M. | VERGAND | Sébastien | SG | LI |

6.1.6 – Pour tout montant, uniquement pour les déclarations de sous-traitance, les ordres de service et les états d'acomptes

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélié | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BAUDU | Marine | MAP | E |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | BUFFET | Céline | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|-----------|---------|------|
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélié | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |

6.2 – Pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services

6.2.1 – pour tout montant

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

6.2.2 – dont le montant est strictement inférieur à 140 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |

6.2.3 – dont le montant est strictement inférieur à 90 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------------|---------|---------|
| M. | BOSSUAT | Jean-François | BARPI | / |
| M. | PERCHE | Vincent | BARPI | / |
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | DB |
| Mme | BERGER | Karine | CIDDAE | / |
| M. | LIBERT | Christophe | CIDDAE | / |
| M. | PIGOT | David | CIDDAE | / |
| M. | FELIX | Denis | DIR | Cabinet |
| Mme | LOHR | Évelyne | DIR | Cabinet |
| Mme | ASSEMAT | Maëwa | DIR | Com |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|---------------|---------|-------|
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | EHN | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | PE |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCAVIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |
| Mme | LAURENT-BROUTY | Myriam | RCTV | CRSE |
| Mme | LETOFFET | Murielle | RCTV | CRSO |
| M. | BOUILLOUX | Christophe | RCTV | VH |
| Mme | JAILLON | Audrey | SG | LI |
| M. | SALMON | Jean-François | SG | LI |
| Mme | GRAVIER-BARDET | Mireille | MIGT | / |
| Mme | NOVAT | Monique | MIGT | / |

6.2.4 – dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|-------------|---------|------|
| Mme | COUTOUT | Caroline | ASN | / |
| M. | PITRAT | Didier | BRMPR | / |
| M. | MARTINEZ | Pierre-Jean | BRMPR | / |
| Mme | OUCHIAR | Malika | DIR | MQ |
| Mme | GENIN | Brigitte | EHN | PE |
| Mme | CHARLEMAGNE | Isabelle | EHN | PEH |
| Mme | PAGLIARI-THIBERT | Carine | EHN | PME |
| M. | RICHARD | Olivier | EHN | PN |
| M. | CHEGRANI | Patrick | EHN | PE |
| Mme | BRUGIÈRE | Aurélie | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BAUDU | Marine | MAP | E |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | BUFFET | Céline | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | ELIZABETH | Clémence | MAP | E |
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|--------------|---------|---------------|
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | EL HAGE | Abdallah | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | CHEVASSON | Gilles | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélie | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | THIER | Sébastien | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |
| M. | BONNEAU | Olivier | MAP | SA |
| M. | PASCAL | Thierry | MAP | SA |
| M. | ULLERN | Pierre | MAP | SA |
| Mme | DUBUS-CHAVANIS | Marie-Paule | SG | CLAS |
| Mme | MOYA | Hermelina | SG | LI |
| Mme | LABONNE | Cécile | SG | MP |
| M. | BOUTORINE | Stéphane | SG | RH-GPEEC-FORM |
| Mme | BRUNET | Magali | SG | RH-GPEEC-FORM |
| M. | MAGNAN | Jean-Louis | SG | RH-GPEEC-FORM |
| Mme | RENEVIER | Clémentine | SG | RH-GPEEC-FORM |
| Mme | ALBERTI | Anaïs | SG | TI |
| M. | FARGEIX | Médéric | SG | TI |
| M. | EDOUARD | Simon | PRNH | HPCAdN |
| M. | GAUTHERON | Alain | PRNH | HPCAdN |
| M. | RIBEYRE | Raphaël | PRNH | HPCAdN |
| M. | HERRERA | Pascal | PRNH | HPCGD |
| M. | LABORDA | Yann | PRNH | HPCGD |
| M. | VALANTIN | Pierre-Yves | PRNH | HPCGD |
| M. | BECHON | Pierre-Marie | PRNH | HPCRAS |
| M. | COURTES | Frédéric | PRNH | HPCRAS |
| Mme | LAGANIER | Elsa | PRNH | HPCRAS |
| Mme | CHEVRIER | Julie | PRNH | OH |

6.2.5 – dont le montant est strictement inférieur à 5 000 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|--------------|---------|------|
| M. | KHATER | Nour | ASN | / |
| Mme | COURT | Élisabeth | EHN | PE |
| Mme | HALBWACHS | Maya | MIGT | / |
| Mme | ARNAULT | Marie-Céline | PARHR | / |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|------------|-----------|-------|
| Mme | HECQUET | Maryline | PRNH | HPCGD |
| Mme | CRUCHAUDET | Nadia | SG | LI |
| Mme | LEVEQUE | Geneviève | SG | LI |
| M. | VERGAND | Sébastien | SG | LI |
| M. | RICHARD | Olivier | UD 01 | / |
| Mme | DAUJAN | Céline | UiD 07-26 | / |
| M. | PIEYRE | Mathias | UD 38 | / |
| M. | SIMONIN | Pascal | UD 42-43 | / |
| M. | DUREL | Jean-Yves | UD 69 | / |
| M. | JORSIN-CHAZEAU | Anne-Laure | UiD 73-74 | / |

6.2.6 – dont le montant est strictement inférieur à 1 500 € HT

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------------|-------------|---------|--------|
| M. | DIEZ | Luis | DIR | / |
| Mme | MONDIERE | Marie-Paule | EHN | GEST |
| M. | GMYR | Michel | EHN | PE |
| M. | MATHE | Fabien | MAP | AFF |
| Mme | ROUDET | Cindy | MAP | AFF |
| M. | CARLIOZ | Thomas | PONSOH | / |
| M. | CARON | Xavier | PONSOH | / |
| M. | BONTEMPS | Vincent | PRNH | HPCAN |
| M. | BUCKENMEYER | Xavier | PRNH | HPCGD |
| M. | DELCOURT | Christophe | PRNH | HPCGD |
| Mme | GARABEDIAN | Christine | PRNH | HPCGD |
| M. | BARRIOZ | Christophe | PRNH | HPCRAS |
| M. | DUBY | Patrick | PRNH | HPCRAS |
| M. | PIALLA | Thierry | PRNH | HPCRAS |
| M. | ROGEON | Gérard | PRNH | HPCRAS |
| M. | TROUSSEL | Didier | PRNH | HPCRAS |
| M. | BONNER | Olivier | PRNH | OH |
| M. | BOYENVAL | Vincent | RCTV | MACTR |
| Mme | JUILLET | Vanessa | RCTV | / |
| Mme | ROUX-JEANNIN | Valérie | SG | TI |

6.2.7 – Pour tout montant, uniquement pour les déclarations de sous-traitance, les ordres de service et les états d'acomptes

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|-----------|---------|------|
| M. | BRUGIÈRE | Aurélié | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | BAUDU | Marine | MAP | E |
| Mme | BLANC | Isabelle | MAP | E |
| Mme | BUFFET | Céline | MAP | E |
| Mme | DARRIEUS | Valentine | MAP | E |
| M. | DESPLANTES | Benjamin | MAP | E |
| Mme | ELIZABETH | Clémence | MAP | E |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme | EMMELIN | Sarah | MAP | E |
| Mme | GAUTHIER | Hermance | MAP | E |
| M. | GUIVARCH | Joël | MAP | E |
| M. | PLANCHE | Erik | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | E |
| M. | STAUB | Jean-Marie | MAP | E |
| M. | BUCHWALTER | Florent | MAP | ML |
| M. | EL HAGE | Abdallah | MAP | ML |
| M. | LHEMAN | Jacky | MAP | ML |
| M. | MICHAUD | Marc | MAP | ML |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | PABION | Sébastien | MAP | ML |
| M. | VACHER | Pierre | MAP | ML |
| M. | BARRAUD | Sébastien | MAP | OO |
| M. | BOURGIER | Thomas | MAP | OO |
| M. | CHEVASSON | Gilles | MAP | OO |
| M. | DELORME | David | MAP | OO |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | MAGE | Laurent | MAP | OO |
| Mme | PALMAS | Aurélie | MAP | OO |
| M. | ROSSIGNOL | Laurent | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | THIER | Sébastien | MAP | OO |
| M. | WEPIERRE | Nicolas | MAP | OO |
| M. | BONNEAU | Olivier | MAP | SA |
| M. | PASCAL | Thierry | MAP | SA |
| M. | ULLERN | Pierre | MAP | SA |

6.3 – Pour les modifications en cours d'exécution (avenants)

Pour les modifications en cours d'exécution (avenant) qui augmentent d'un montant égal ou supérieur à 20 % le montant du marché initial :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | E |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | E |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | ML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN-MONTAGNE | Carole | MAP | SA |

ARTICLE 7 :

L'arrêté n°DREAL-SG-2022-20 du 27 janvier 2022 portant subdélégation de signature en matière de commandes publiques, aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes est abrogé.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 :

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet et par délégation
Le directeur régional
de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Signé

Jean-Philippe DENEUVY



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Lyon, le 09 mai 2022

ARRÊTÉ n° DREAL-SG-2022-53

PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX AGENTS DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES EN MATIÈRE DE RESPONSABLE DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMME ET DE RESPONSABLE D'UNITÉ OPÉRATIONNELLE POUR L'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE DES DÉPENSES ET DES RECETTES IMPUTÉES SUR LE BUDGET DE L'ÉTAT

**Le directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de la région
Auvergne-Rhône-Alpes,**

- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État ;
- VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU** le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions de directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** l'arrêté n°2016-20 du 04 janvier 2016 du préfet de région, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** l'arrêté ministériel TREK2010165A du 22 avril 2020, portant nomination de Monsieur Jean - Philippe DENEUVY, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en tant que directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, et du logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes à compter du 18 mai 2020 ;
- VU** l'arrêté n° 2021-172 du 21 avril 2021 du préfet de région, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Pour l'ensemble des actes, décisions et documents visés dans l'arrêté préfectoral n° 2021-172 du 21 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

à savoir :

- tous les actes de gestion interne à sa direction,
- tous les actes, documents administratifs, rapports, conventions, certificats, correspondances, dans le cadre des missions relevant de la DREAL,

à l'exception des actes relatifs à la prescription quadriennale des créances de l'État ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|---------|---------|------|
| M. | TANAYS | Eric | DIR | / |
| M. | BORREL | Didier | DIR | / |
| Mme | LÉGÉ | Ninon | DIR | / |
| Mme | RONDREUX | Estelle | DIR | / |

ARTICLE 2 : EXCLUSIONS

Sont exclues de la subdélégation consentie dans le présent arrêté :

- les arrêtés de subvention et les conventions de financement (titre 6) liant l'État aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics dont le montant dépasse le seuil de 5 000 €. Pour les décisions inférieures à 5 000 € un bilan annuel des décisions prises est présenté au préfet de région ;
- la constitution et la composition des comités, commissions et missions d'enquête institués par des textes législatifs ou réglementaires ;
- les décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation) ;
- les arrêtés réglementaires de portée générale ;
- les correspondances et décisions adressées aux ministres, secrétaires d'État, parlementaires en exercice et préfets de département, aux présidents du conseil régional, des conseils généraux et des communautés d'agglomération ;
- les courriers et décisions adressés à l'attention personnelle des élus ;
- les arrêtés d'ouverture d'enquête publique, de déclaration d'utilité publique, de cessibilité ;
- les requêtes, référés, mémoires hors référés, déclinatoires de compétence auprès des différentes juridictions.
- les ordres de réquisition du comptable public ;
- en cas de demande de passer outre le refus de visa du contrôleur budgétaire, la lettre de saisine du ministre concerné ;
- en cas d'avis préalable défavorable, la décision de l'ordonnateur informant le contrôleur budgétaire des motifs de ne pas se conformer à l'avis donné ;
- les décisions financières relevant du titre 6 d'un montant égal ou supérieur à 150 000 €, concernant les associations, les entreprises ou les personnes physiques.

ARTICLE 3 : COMPÉTENCE DE RESPONSABLE DE BUDGET OPÉRATIONNEL DE PROGRAMME (BOP) DÉLÉGUÉ

3.1 –

En qualité de **responsable de budget opérationnel de programme** délégué des BOP régionaux suivants :

- 113 : Paysage, eau et biodiversité ;
- 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
- 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat – Relance Auvergne-Rhône-Alpes ;
- 181 BOP de bassin : Prévention des risques ;
- 181 BOP région : Prévention des risques ;
- 203 : Infrastructures et services de transports ;

à l'effet de :

- recevoir les crédits relevant des BOP précités ;
- répartir les crédits entre les unités opérationnelles chargées de l'exécution financière conformément au schéma d'organisation financière ;
- procéder à des réallocations en cours d'exercice budgétaire entre les services et entre les actions ou sous-actions des BOP ;

subdélégation est donnée à :

| Article | M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|---------|--------|-----------------|--------------|---------|------|
| 03.01. | Mme | ARNAULT | Marie-Céline | PARHR | / |
| 03.01. | M. | EDDAGNI | Rachid | PARHR | PAPR |
| 03.01. | Mme | GOUDET | Isabelle | PARHR | PAPR |
| 03.01. | Mme | MASSON | Karine | PARHR | PAPR |
| 03.01. | M. | RANDRIANARIVELO | Tiana | PARHR | PAPR |
| 03.01. | Mme | TRIVI | Estelle | PARHR | PAPR |

3.2 – RELATIF À UN PROGRAMME

En tant que « pilote de BOP », par programme, pour l'exercice de la compétence de responsable des budgets opérationnels de programmes régionaux,

à l'effet de :

- répartir entre les UO les crédits du programme concerné ;

subdélégation est donnée à :

3.2.1 – pour le programme 113 « paysage, eau et biodiversité » (PEB) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|--------------|---------|------|
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | EHN | / |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| M. | RICHARD | Olivier | EHN | PN |

3.2.2 – pour le programme 135 « urbanisme, territoire, amélioration de l’habitat » (UTAH) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|---------|---------|-------|
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCA VIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |

3.2.3 – pour le programme 135 « urbanisme, territoires et amélioration de l’habitat » – Relance Auvergne-Rhône-Alpes :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|---------|---------|-------|
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCA VIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |

3.2.4 – pour le programme 181 « prévention des risques » bassin (PR) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------|---------|---------|------|
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |

3.2.5 – pour le programme 181 « prévention des risques » régional (PR) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------------|---------|------|
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | / |
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| M. | BOSSUAT | Jean-François | BARPI | / |
| M. | PERCHE | Vincent | BARPI | / |

3.2.6 – pour le programme 203 « infrastructures et services de transport » (IST) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | OE |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | OE |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | OML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

ARTICLE 4 : COMPÉTENCE DE RESPONSABLE D’UNITÉ OPÉRATIONNELLE (UO) ET DE CENTRE DE COÛT

4.1 – EN QUALITÉ DE RESPONSABLE D’UNITÉ OPÉRATIONNELLE

En qualité de **responsable d’unité opérationnelle**,
à l’effet de signer :

- les actes relatifs aux opérations de dépenses et de recettes imputées sur les budgets opérationnels de programme suivants :
 - 113 : Paysage, eau et biodiversité ;
 - 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat ;
 - 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat – Relance Auvergne-Rhône-Alpes ;
 - 159 : Expertise information géographique et météorologie ;
 - 174 : Énergies, climat et après-mines ;
 - 181 BOP de bassin : Prévention des risques ;
 - 181 BOP région : Prévention des risques ;
 - 203 : Infrastructures et services de transports ;
 - 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables ;

subdélégation est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|--------------|---------|------|
| Mme | ARNAULT | Marie-Céline | PARHR | / |

4.2 –

À l'effet de signer :

- les actes relatifs aux opérations de dépenses et de recettes imputées sur le budget opérationnel du programme concerné :

subdélégation est donnée à :

4.2.1 – pour le programme n°113 : Paysage, eau et biodiversité ;

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|--------------|---------|------|
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | EHN | / |

4.2.2 – pour le programme 135 « urbanisme, territoire, amélioration de l'habitat » (UTAH) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|---------|---------|-------|
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCAVIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |

4.2.3 – pour le programme 135 « urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » – Relance Auvergne-Rhône-Alpes :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|---------|---------|-------|
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCAVIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |

4.2.4 – pour le programme 159 « Expertise d'information géographique et météorologie » :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------|--------|---------|------|
| Mme | BERGER | Karine | CIDDAE | / |
| M. | PIGOT | David | CIDDAE | / |

4.2.5 – pour le programme 174 « Énergies, climat et après-mines » ;

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|------------|---------|------|
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | |
| Mme | LETOFFET | Murielle | RCTV | CRSO |
| Mme | LAURENT-BROUTY | Myriam | RCTV | CRSE |
| M. | BOUILLOUX | Christophe | RCTV | VEH |

4.2.6 – pour le programme 181 « prévention des risques » bassin (PR) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------|---------|---------|------|
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |

4.2.7 – pour le programme 181 « prévention des risques » régional (PR) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------------|---------|------|
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | / |
| M. | BOSSUAT | Jean-François | BARPI | / |
| M. | PERCHE | Vincent | BARPI | / |

4.2.8 – pour le programme 203 « infrastructures et services de transport » (IST) :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|------------|---------|------|
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | OE |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | OE |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | OML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | |
| Mme | LETOFFET | Murielle | RCTV | CRSO |
| Mme | LAURENT-BROUTY | Myriam | RCTV | CRSE |
| M. | BOUILLOUX | Christophe | RCTV | VEH |

4.2.9 – pour le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| M. | HONORÉ | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

4.2.10 – pour le programme n°354 « Administration territoriale de l'État » – action 5 :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|---------------|--------------|------|
| M. | BOSSUAT | Jean-François | BARPI | / |
| M. | PERCHE | Vincent | BARPI | / |
| Mme | ASSEMAT | Maëwa | DIR | COM |
| M. | GARDETTE | Guillaume | DIR | MJ |
| M. | PAGNON | Stéphane | DZC | / |
| M. | VEYRET | Olivier | DZC | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | / |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | / |
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| M. | RICHARD | Olivier | UD 01 | / |
| M. | PIEYRE | Mathias | UD 38 | / |
| M. | DUREL | Jean-Yves | UD 69 | / |
| M. | LABELLE | Lionel | UID 03-15-63 | / |
| Mme | DAUJAN | Céline | UID 07-26 | / |
| M. | SIMONIN | Pascal | UID 42-43 | / |
| Mme | JORSIN-CHAZEAU | Anne-Laure | UID 73-74 | / |
| M. | HONORE | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

4.2.11 – pour le programme 0362-TECO « Transition écologique » :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|--------------|---------|------|
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | EHN | / |
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |

ARTICLE 5 : COMPÉTENCE DE CENTRE DE COÛTS

5.1 –

À l'effet de :

- procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'État imputées sur le budget opérationnel régional concerné :

subdélégation est donnée à :

5.1.1 – pour le programme n°354 « administration territoriale de l'État » – action 6 :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| M. | HONORE | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

5.1.2 – pour le compte d'affectation spéciale (CAS) 723 « Opérations immobilières déconcentrées » :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| M. | HONORE | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |

5.2 –

À l'effet de :

- à l'effet de signer les actes relatifs aux opérations de dépenses et de recettes imputées sur le BOP national concerné ;

subdélégation est donnée à :

5.2.1 – pour le programme 362 « Écologie » – action 01 « Rénovation énergétique »

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------------|---------|------|
| M. | HONORE | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |
| Mme | JAILLON | Audrey | SG | LI |
| M. | SALMON | Jean-François | SG | LI |

5.2.2 – pour le programme 363 « compétitivité » – action 4 « Mise à niveau numérique de l'État, des territoires et des entreprises – modernisation des administrations régaliennes »

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| M. | HONORE | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |
| Mme | ALBERTI | Anaïs | SG | TI |
| M. | FARGEIX | Médéric | SG | TI |

ARTICLE 6 : PAYE

À l'effet de signer :

- les pièces justificatives à la rémunération des agents et l'état liquidatif mensuel des mouvements de paye

subdélégation est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------------------|--------------|---------|------|
| M. | BORREL | Didier | DIR | / |
| Mme | LÉGÉ | Ninon | DIR | / |
| Mme | RONDREUX | Estelle | DIR | / |
| M. | TANAYS | Eric | DIR | / |
| Mme | ARNAULT | Marie-Céline | PARHR | / |
| Mme | BARNOLA | Margot | PARHR | GAPR |
| Mme | BERNARD | Laëtitia | PARHR | GAPR |
| Mme | BURTIN | Valérie | PARHR | GAPR |
| M. | MOLINIER | Sébastien | PARHR | GAPR |
| Mme | RIVIÈRE VANROKEGHEM | Carole | PARHR | GAPR |
| Mme | TRONCY | Vincent | PARHR | GAPR |
| Mme | VEILLAT | Stéphanie | PARHR | GAPR |

ARTICLE 7 : CHORUS

Des délégations de signature et habilitation sont accordées aux agents, dans le cadre de leurs attributions et compétences, pour l'utilisation du progiciel CHORUS, des logiciels CHORUS Formulaire et CHORUS-DT et l'utilisation des cartes achat.

Une décision spécifique du directeur liste les habilitations et délégations valant validation dans ces logiciels ou outils financiers. Ce document nominatif interne, régulièrement mis à jour, ne fait pas l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la région Auvergne Rhône-Alpes.

ARTICLE 8 : SUBVENTIONS

Dans le périmètre de leurs domaines d'activités respectifs,
à l'effet de :

- procéder à l'ordonnancement secondaire relatif à l'attribution et au paiement des subventions, subdélégation de signature est donnée à :

8.1 – POUR LES MONTANTS INFÉRIEURS À 150 000 €

Pour les arrêtés et les conventions attributifs, cette subdélégation est limitée aux subventions pour lesquelles le montant de la participation de l'État est inférieur à 150 000 € pour les subventions d'investissement et pour les subventions de fonctionnement et tous les autres actes hors marché publics :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|--------------|---------|-------|
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | / |
| Mme | BERGER | Karine | CIDDAE | / |
| M. | LIBERT | Christophe | CIDDAE | / |
| M. | PIGOT | David | CIDDAE | / |
| M. | BORREL | Didier | DIR | / |
| Mme | LÉGÉ | Ninon | DIR | / |
| Mme | RONDREUX | Estelle | DIR | / |
| M. | TANAYS | Eric | DIR | / |
| Mme | ASSEMAT | Maëwa | DIR | COM |
| M. | PAGNON | Stéphane | DZC | / |
| M. | VEYRET | Olivier | DZC | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | / |
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | EHN | / |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | BECCAVIN | Jérôme | HCVD | PPBVD |
| Mme | BOSC | Lydie | HCVD | PPPSL |
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | OE |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | OE |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | OML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |
| M. | BALLET-BAZ | Christophe | MAP | SA |
| Mme | EVELLIN MONTAGNE | Carole | MAP | SA |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|------------|---------|------|
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |
| M. | HONORE | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |
| M. | RICHARD | Olivier | UD A | / |
| M. | LABELLE | Lionel | UD CAP | / |
| Mme | DAUJAN | Céline | UID DA | / |
| M. | PIEYRE | Mathias | UD I | / |
| M. | DUREL | Jean-Yves | UD R | / |
| Mme | JORSIN-CHAZEAU | Anne-Laure | UID DS | / |
| M. | SIMONIN | Pascal | UID LHL | / |

8.2 – POUR LES MONTANTS INFÉRIEURS À 50 000 €

Pour les arrêtés et les conventions attributifs, cette subdélégation est limitée aux subventions pour lesquelles le montant de la participation de l'État est inférieur à 50 000 € :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------------|--------------|---------|------|
| M. | FRANCON | Denis | CIDDAE | SeDD |
| Mme | GENIN | Brigitte | EHN | PE |
| Mme | PAGLIARI-THIBERT | Carine | EHN | PME |
| M. | RICHARD | Olivier | EHN | PN |
| M. | PITRAT | Didier | EHN | DB |
| M. | CHEGRANI | Patrick | EHN | PE |
| M. | GUIMONT | Ghilsaine | PRICAE | / |
| Mme | BERNARD | Évelyne | PRICAE | CAE |
| M. | FORQUIN | Jean-Jacques | PRICAE | CAE |
| Mme | ARAMA | Pauline | PRICAE | P4S |
| Mme | CHRISTOPHE | Carole | PRICAE | P4S |

ARTICLE 9 :

L'arrêté n°DREAL-SG-2022-02 du 02 janvier 2022 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, pour les compétences en matière de responsable de budgets opérationnels de programme et de responsable d'unité opérationnelle pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes imputées sur le budget de l'État, est abrogé.

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 :

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur régional
de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Signé

Jean-Philippe DENEUVY



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Lyon, le 09 mai 2022

ARRÊTÉ n° DREAL-SG-2022-39

**PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE D'ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES
AUX AGENTS DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU
LOGEMENT AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**Le directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de la région
Auvergne-Rhône-Alpes,**

- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État ;
- VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-20 du 04 janvier 2016 du préfet de région, portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** l'arrêté ministériel TREK2010165A du 22 avril 2020, portant nomination de Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en tant que directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, et du logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes à compter du 18 mai 2020 ;
- VU** l'arrêté n° 21-172 du 21 avril 2021 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Pour l'ensemble des actes, décisions et documents visés dans la section I « Compétence d'administration générale » de l'arrêté préfectoral n°21-172 du 21 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

à savoir :

- tous les actes de gestion interne à sa direction,
- tous les actes, documents administratifs, rapports, conventions, certificats, correspondances, dans le cadre des missions relevant de la DREAL,

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------|---------|---------|------|
| Mme | TANAYS | Eric | DIR | / |
| M. | BORREL | Didier | DIR | / |
| Mme | LÉGÉ | Ninon | DIR | / |
| Mme | RONDREUX | Estelle | DIR | / |

ARTICLE 2 : EXCLUSIONS

Sont exclues de la subdélégation consentie à l'article 1 du présent arrêté :

- les arrêtés de subvention et les conventions de financement (titre 6) liant l'État aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics dont le montant dépasse le seuil de 5 000 €. Pour les décisions inférieures à 5 000 € un bilan annuel des décisions prises est présenté au préfet de région ;
- la constitution et la composition des comités, commissions et missions d'enquête institués par des textes législatifs ou réglementaires ;
- les décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation) ;
- les arrêtés réglementaires de portée générale ;
- les correspondances et décisions adressées aux ministres, secrétaires d'État, parlementaires en exercice et préfets de département, aux présidents du conseil régional, des conseils généraux et des communautés d'agglomération ;
- les courriers et décisions adressés à l'attention personnelle des élus ;
- les arrêtés d'ouverture d'enquête publique, de déclaration d'utilité publique, de cessibilité ;
- les requêtes, déférés, mémoires hors référés, déclinatoires de compétence auprès des différentes juridictions.

Sont exclues de la subdélégation consentie dans le présent arrêté :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- en cas de demande de passer outre le refus de visa du contrôleur budgétaire, la lettre de saisine du ministre concerné ;
- en cas d'avis préalable défavorable, la décision de l'ordonnateur informant le contrôleur budgétaire des motifs de ne pas se conformer à l'avis donné ;
- les décisions financières relevant du titre 6 d'un montant égal ou supérieur à 150 000 €, concernant les associations, les entreprises ou les personnes physiques.

ARTICLE 3 :

Dans les limites de leurs attributions fonctionnelles et territoriales et de leurs domaines de compétences définies par l'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),

pour l'ensemble des actes, décisions et documents définis à l'article 1,

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|------------|--------------|---------|--------|
| M. | CONTE | Olivier | BRMPR | / |
| Mme | BERGER | Karine | CIDDAE | / |
| Mme | LIBERT | Christophe | CIDDAE | / |
| M. | PIGOT | David | CIDDAE | / |
| Mme | ARNAULT | Marie-Céline | CPPC | / |
| Mme | DUGOUAT | Aline | CPPC | / |
| Mme | ASSEMAT | Maëwa | DIR | COM |
| M. | PAGNON | Stéphane | DIR | DZC |
| M. | VEYRET | Olivier | DIR | DZC |
| M. | GARDETTE | Guillaume | DIR | MJ |
| Mme | GRAVIER | Marie-Hélène | EHN | / |
| Mme | DAYET | Laurence | ENH | / |
| M. | BARTHELEMY | Dominique | EHN | PE |
| M. | CROSNIER | Jérôme | EHN | PEH |
| Mme | MATHONNET | Sabine | HCVD | / |
| M. | TIBI | Vincent | HCVD | GPLC |
| M. | GRAVIER | Fabrice | MAP | / |
| M. | MERLIN | Christophe | MAP | / |
| Mme | ARNAULT | Marie-Céline | PARHR | / |
| M. | JOSSE | Gaëtan | PRICAE | / |
| M. | PERROT | Étienne | PRICAE | / |
| Mme | CARRIÉ | Nicole | PRNH | / |
| M. | PIROUX | Gilles | PRNH | / |
| M. | ROBACHE | Antoine | PRNH | OH |
| M. | GAUTHERON | Alain | PRNH | PHPAN |
| M. | VALANTIN | Pierre-Yves | PRNH | PHPCGD |
| Mme | ISSARTEL | Emmanuelle | RCTV | / |
| Mme | PIERRE | Cendrine | RCTV | / |
| M. | HONORE | Régis | SG | / |
| M. | LAHACHE | Thierry | SG | / |
| M. | DENNI | Nicolas | UD A | / |
| M. | RICHARD | Olivier | UD A | / |
| M. | GABET | Bruno | UD I | / |
| M. | PIEYRE | Mathias | UD I | / |
| Mme | SCHRIQUI | Cécile | UD I | / |
| M. | VALLAT | Boris | UD I | / |
| M. | DUREL | Jean-Yves | UD R | / |
| M. | POLGE | Christophe | UD R | RT |
| Mme | ESCOFFIER | Magalie | UD R | SSDAS |
| Mme | MARNET | Christelle | UD R | TESSP |
| M. | CHAZOT | Fabrice | UID CAP | / |
| M. | LABELLE | Lionel | UID CAP | / |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|-------------|---------|------|
| Mme | POUTOU | Estelle | UID CAP | / |
| M. | SIMON | Philippe | UID CAP | / |
| Mme | DAUJAN | Céline | UID DA | / |
| Mme | SEGERAL | Pauline | UID DA | / |
| Mme | JORSIN-CHAZEAU | Anne-Laure | UID DS | / |
| Mme | MONTERO | Céline | UID DS | / |
| M. | SCALIA | Jean-Pierre | UID DS | / |
| M. | PERRIN | Guillaume | UID LHL | / |
| M. | SIMONIN | Pascal | UID LHL | / |

ARTICLE 4 :

Concernant les sujets particuliers définis dans les sous-articles suivants,

dans les limites de leurs attributions fonctionnelles et territoriales et de leurs domaines de compétences définies par l'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),

en sus des agents désignés à l'article 3, subdélégation de signature est donnée à :

4.1 – Acquisitions foncières et expropriation

Dispositions particulières au domaine des acquisitions foncières et expropriation au titre « de la voirie nationale et des opérations dont l'État est le maître d'ouvrage, y compris les autoroutes et voies express » :

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|-----------|---------|------|
| Mme | BRUGIERE | Aurélie | MAP | AFF |
| M. | MOLLION | Vincent | MAP | AFF |
| Mme | REVOL | Maryline | MAP | OE |
| Mme | SAUVAGET | Stéphanie | MAP | OE |
| M. | MURRU | Olivier | MAP | OML |
| M. | GRANET | François | MAP | OO |
| M. | SEPTAUBRE | Eric | MAP | OO |

4.2 – Contrôle et réglementation des transports

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|----------------|------------|---------|------|
| Mme | BARNIER | Françoise | RCTV | / |
| M. | BUSSIERE | Michel | RCTV | CRSE |
| M. | FOURNEUVE | Patrick | RCTV | CRSE |
| Mme | GINESTE | Sophie | RCTV | CRSE |
| Mme | LAURENT-BROUTY | Myriam | RCTV | CRSE |
| Mme | MERARD | Sylviane | RCTV | CRSE |
| Mme | MOUTTET | Laurence | RCTV | CRSE |
| Mme | TAVARD | Jocelyne | RCTV | CRSE |
| Mme | LAGARDE | Cosette | RCTV | CRSO |
| Mme | LETOFFET | Murielle | RCTV | CRSO |
| Mme | ROUGANNE | Béatrice | RCTV | CRSO |
| M. | BOUILLOUX | Christophe | RCTV | VEH |

4.3 – Prévention et adaptation aux changements climatiques, énergie

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| Mme | BERNARD | Évelyne | PRICAE | CAE |

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|--------------|---------|------|
| M. | FORQUIN | Jean-Jacques | PRICAE | CAE |

4.4 – Autorité environnementale

Décisions après examen au cas par cas qui ne soumettent pas à évaluation environnementale, en application du R.122-3 du code de l'environnement.

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------------|----------|---------|------|
| Mme | FAUCON | Mireille | CIDDAE | AE |
| Mme | TREVE-THOMAS | Isabelle | CIDDAE | AE |

4.5 – Actes de gestion de ressources humaines et de la formation

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-----------|------------|---------|------|
| Mme | BAILLEUL | Agnès | SG | RH |
| M. | BOUTORINE | Stéphane | SG | RH |
| Mme | BRUNET | Magali | SG | RH |
| Mme | COCQUEL | Béatrice | SG | RH |
| M. | MAGNAN | Jean-Louis | SG | RH |
| Mme | RENEVIER | Clémentine | SG | RH |

4.6 – Arrêtés d'avancement d'échelon des agents de catégories C et B et arrêtés de reclassement des agents de catégorie C

| M./Mme | NOM | Prénom | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| Mme | BARNOLA | Margot | PARHR | GAPR |
| M. | TRONCY | Vincent | PARHR | GAPR |

ARTICLE 5 :

L'arrêté n° DREAL-SG-2022-23 du 23 février 2022 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes est abrogé.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 :

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet, par délégation
Le directeur régional
de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Signé

Jean-Philippe DENEUVY



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lyon, le -9 mai 2022

ARRÊTÉ n° 22-113

**RELATIF À
L'AGRÈMENT DE L'ASSOCIATION « FONCIÈRE SOLUCIA TERRITOIRES » EN TANT QU'ORGANISME DE
FONCIER SOLIDAIRE**

**Le préfet de la région Auvergne-Rhône-
Alpes,
préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.329-1 et R.329-1 et suivants ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.255-1 et suivants et R.255-1 et suivants ;

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les statuts de l'association "Foncière Solucia Territoires" approuvés en Assemblée Générale Extraordinaire du 2 février 2022 ;

Considérant que le statut juridique d'association permet de garantir la pérennité des baux accordés dans le cadre de l'activité d'organisme de foncier solidaire ;

Considérant la composition de l'organe de décision de l'association "Foncière Solucia Territoires" et la description de l'activité professionnelle de chacune des personnes physiques membres de cet organe ;

Considérant la désignation, par l'association "Foncière Solucia Territoires", de la société "EXPONENS Conseil & Expertise SA" comme commissaire aux comptes ;

Considérant que les moyens humains et matériels de l'association "Foncière Solucia Territoires" sont adéquats pour conduire les premières opérations en baux réels solidaires ;

Considérant que sur cette base, la demande d'agrément reçue le 11 février 2022 de l'association "Foncière Solucia Territoires" satisfait aux conditions posées par l'article R.329-7 du Code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'association "Foncière Solucia Territoires" est agréée en tant qu'organisme de foncier solidaire au titre de l'article L.329-1 du Code de l'urbanisme sur le territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 2 : L'association "Foncière Solucia Territoires" devra établir chaque année un rapport d'activité, soumis à l'approbation de son organe de décision. Ce rapport sera adressé au préfet qui a délivré l'agrément ainsi qu'à chacun des préfets des départements dans lesquels intervient l'organisme de foncier solidaire, dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce rapport contiendra tous les éléments prévus par l'article R.329-11 du Code de l'urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pascal MAILHOS

Signé



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE- RHÔNE-ALPES
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales

Lyon, le 26 avril 2022

Arrêté n° 84-2022-04-26-00016

Portant subdélégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses des services régionaux et territoriaux de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est

Vu l'arrêté du 2020-282 portant délégation de signature à Madame Christine LESTRADE, directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses.

ARRETE

Pour exécution de la section 1 et 2 de l'arrêté 2020-282 du 14 décembre 2020 concernant la délégation de signature donnée par Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, à Madame Christine LESTRADE, directrice inter-régionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est en tant que responsable d'unité opérationnelle, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 du programme 182 protection judiciaire de la jeunesse, la délégation qui lui est consentie peut être exercée par les cadres territoriaux du ressort de la direction inter-régionale désignés ci-après pour les actes suivants :

- Engagement juridique et ordonnancement de la dépense pour les titres 3, 5 et 6 dans la limite de la dotation en crédits de fonctionnement courant établie par la direction inter-régionale

| NOMS PRENOMS | FONCTION GRADE |
|------------------------|--|
| FEBVRE François-Xavier | Directeur interrégional adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est |
| BUTTIN Emilie | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Isère |
| CHERTIER Clothilde | Directrice territoriale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Isère |

| | |
|----------------------|---|
| HENRIOT Séverine | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de la Loire |
| MARQUET-GURCEL Julie | Directrice territoriale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse de la Loire |
| BUREL Danièle | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse « Les Savoie » |
| SALGADO Eric | Directeur territorial adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse « Les Savoie » |
| SEIGNEZ Dana | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme-Ardèche |
| QUEAUSLEIMAN Thierry | Directeur territorial adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme Ardèche |
| MONTIGNEAUX Matthieu | Directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Rhône Ain |
| ANCEL Mélanie | Directrice territoriale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse Rhône Ain |
| CHANAL Magali | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne |
| DERREY Julien | Directeur territorial adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne |
| CHAMBENOIS Céline | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse « Les Savoie » |
| THERY Mathilde | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Isère |
| HORRANE Radouane | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne. |
| BERNHARD Nathalie | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Loire |
| BARIOZ Clémence | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Rhône-Ain |
| FRADIN Marie-France | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme-Ardèche |

Pour le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône,
 Et par délégation
 La directrice inter-régionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est

Signé

Christine LESTRADE



PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE- RHÔNE-ALPES
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales

Lyon, le 26 avril 2022

Arrêté n° 84-2022-04-26-00017

Portant subdélégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses des services régionaux et territoriaux de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est

Vu l'arrêté du 2020-282 portant délégation de signature à Madame Christine LESTRADE, directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses.

ARRETE

Pour exécution de la section 3 de l'arrêté n° 2020-282 en date du 14 décembre 2020 concernant la délégation de signature donnée par Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, à Madame Christine LESTRADE, directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est pour signer les marchés de l'Etat, ainsi que les actes dévolus à la personne représentant le pouvoir adjudicateur par le code des marchés publics pour les affaires relevant du Garde des Sceaux, ministre de la justice (protection judiciaire de la jeunesse).

En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est, la délégation qui lui est consentie est exercée par les fonctionnaires de la direction interrégionale désignés ci-après pour les actes inférieurs à 5 000 € H.T. :

| NOMS PRENOMS | FONCTION GRADE |
|------------------------|--|
| FEBVRE François-Xavier | Directeur interrégional adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est |
| BUTTIN Emilie | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Isère |
| CHERTIER Clothilde | Directrice territoriale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Isère |
| HENRIOT Séverine | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de la Loire |

| | |
|----------------------|---|
| MARQUET-GURCEL Julie | Directrice territoriale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse de la Loire |
| BUREL Danièle | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse « Les Savoie » |
| SALGADO Eric | Directeur territorial adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse « Les Savoie » |
| SEIGNEZ Dana | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme-Ardèche |
| QUEAUSLEIMAN Thierry | Directeur territorial adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme Ardèche |
| MONTIGNEAUX Matthieu | Directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Rhône Ain |
| ANCEL Mélanie | Directrice territoriale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse Rhône Ain |
| CHANAL Magali | Directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne |
| DERREY Julien | Directeur territorial adjoint de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne |
| CHAMBENOIS Céline | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse « Les Savoie » |
| THERY Mathilde | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Isère |
| HORRANE Radouane | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne. |
| BERNHARD Nathalie | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Loire |
| BARIOZ Clémence | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Rhône-Ain |
| FRADIN Marie-France | Responsable à l'appui et au pilotage territorial de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Drôme-Ardèche |

Pour le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône,
Et par délégation
La directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est

Signé

Christine LESTRADE